

Points saillants de l'exercice 04

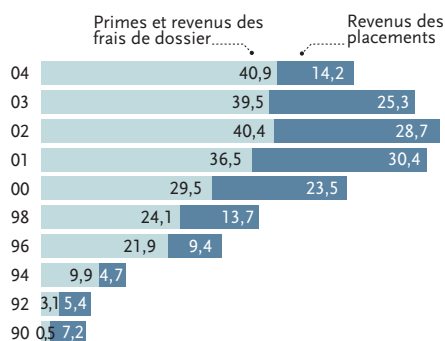
Tableau 1 Garanties émises

	2000	2001	2002	2003	2004	Total Ex. 90 – 04
Nombre de garanties émises	53	66	58	59	55	711
Nombre de projets soutenus	37	46	33	37	35	453
Montant brut des nouvelles émissions (en milliards de dollars)	1,6	2,0	1,2	1,4	1,1	12,8
Montant total des nouvelles émissions (en milliards de dollars) ¹	1,9	2,2	1,4	1,4	1,1	13,5
Engagement brut (en milliards de dollars) ²	4,4	5,2	5,3	5,1	5,2	–
Engagement net (en milliards de dollars) ²	2,8	3,2	3,2	3,2	3,3	–

¹ Comprend les montants obtenus grâce au Programme coopératif de garanties (CUP).

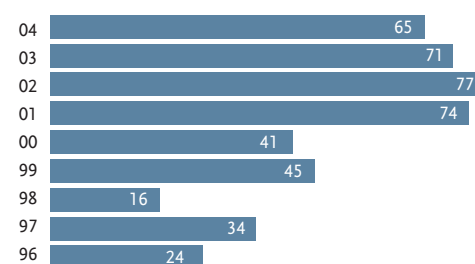
² L'engagement brut correspond au plafond d'engagement. L'engagement net est égal à l'engagement brut moins les contrats de réassurance.

Figure 1 Primes acquises, revenus provenant des frais de dossier et des placements*, millions de dollars



* Autres revenus non compris

Figure 2 Nombre d'activités d'assistance technique



Membres

La République islamique d'Iran et le Suriname ont adhéré à la MIGA durant l'exercice 04, portant à 164 le nombre des pays membres de l'Agence.

Sauf indication contraire, tous les montants en dollars utilisés dans le présent Rapport annuel sont exprimés en dollars courants.

Couverture pour les zones prioritaires¹

- 20 projets et 35 activités d'assistance technique dans des pays admis à emprunter à l'IDA²
- 14 projets consacrés à de petites et moyennes entreprises (PME)³
- 8 projets « Sud-Sud »⁴
- 4 projets et 28 activités d'assistance technique en Afrique subsaharienne

Faits marquants

- Première couverture pour des investisseurs de République tchèque et de Pologne
- Soutien à trois projets dans le domaine de l'eau — deux en Chine et un en Russie
- Soutien pour 16 projets dans des pays touchés par des conflits
- Mise en œuvre de 65 activités d'assistance technique dans 29 pays, en plus d'initiatives régionales et mondiales
- Lancement de nouvelles activités d'assistance technique en Afghanistan, en Chine, au Mali, au Paraguay, en Afrique du Sud et au Tadjikistan
- Lancement du Programme de sensibilisation des investisseurs européens (« European Investor Outreach Program »), cofinancé par le Gouvernement autrichien
- Création du Centre de promotion des investissements étrangers directs (IED)

Partenariats

- Cinq nouveaux accords de coopération signés : avec l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA), la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), l'Export Guarantee Fund of Iran (EGFI), la Jordan Loan Guarantee Corporation (JLGC) et l'agence italienne Servizi Assicurativi del Commercio Estero (SACE)
- Réassurance facultative fournie à la MIGA : 238 millions de dollars pour sept projets ; par la MIGA : 4,0 millions de dollars pour un projet
- Programmes de formation organisés à l'intention des partenaires de la MIGA en Europe et au Canada. Programme de formation régional organisé en Iran

Coopération avec le Groupe de la Banque mondiale

- Collaboration avec le Service-conseil pour l'investissement étranger en Chine, à Fidji, dans les Iles du Pacifique et au Tadjikistan
- Mise en œuvre d'activités de promotion des investissements en Arménie, au Honduras, en Iraq et au Mozambique, conjointement avec la Banque mondiale
- Collaboration avec la Banque mondiale pour la promotion des opportunités offertes au secteur privé en Afghanistan
- Approbation par le Conseil du mécanisme conjoint de garantie MIGA-IDA, co-garanti par l'Agence française de développement et destiné à soutenir les investissements en Afrique de l'Ouest
- Collaboration avec la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale dans le cadre du projet d'hydrocarbures Sasol, au Mozambique
- Participation à des projets d'assistance technique en Chine et au Panama, aux côtés de la SFI

Indemnisations

- Résolution de six différends concernant des investisseurs assurés par la MIGA, à la satisfaction de l'ensemble des parties

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires.

² L'Association internationale de développement (IDA), membre du Groupe de la Banque mondiale, aide les pays les plus pauvres à lutter contre la pauvreté en accordant des « crédits », qui sont des prêts à intérêt zéro, ainsi que des dons.

³ Les petites et moyennes entreprises remplissent deux des trois conditions suivantes : un maximum de 300 employés ; un total d'actifs se montant au maximum à 15 millions de dollars ; et des ventes annuelles totales s'élevant à 15 millions de dollars au plus.

⁴ Investissements consentis par un pays en développement à un autre pays en développement.

Lettre du Président au Conseil des Gouverneurs



James D. Wolfensohn, président de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et président de son Conseil d'administration, soumet au Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil d'administration et conformément au règlement de la MIGA, le présent rapport et les

états financiers vérifiés pour l'exercice budgétaire s'achevant le 30 juin 2004.

Les apports d'investissement étranger direct (IED) aux pays en développement ont diminué pour la deuxième année consécutive en 2003, nombre d'investisseurs étrangers ayant été dissuadés de s'aventurer sur des marchés difficiles ou incertains par les conflits armés, le terrorisme et les crises économiques. Ce fléchissement intervient alors que le besoin d'investissement privé dans les pays en développement se fait sentir d'une manière plus impérieuse que jamais. Si des progrès ont été accomplis sur le front de la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale, beaucoup de pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'Europe et d'Asie centrale, ont vu la proportion des pauvres augmenter ou diminuer de très peu ces dernières années. Alors que deux milliards d'individus, principalement dans les pays en développement, doivent venir s'ajouter à la population mondiale dans les 25 années à venir, le risque est grand de voir les pauvres, de par le monde, être encore davantage laissés pour compte.

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale ont identifié deux piliers stratégiques essentiels à la réduction de la pauvreté : établir le climat voulu pour les investissements, les emplois et une croissance durable, et donner aux individus les moyens de prendre part au développement. En fournissant une assurance contre les risques politiques pour les investissements étrangers et une assistance technique aux pays en développement, la MIGA joue un rôle déterminant à l'appui de cette stratégie.

Dans le contexte de flux d'IED en recul, la MIGA a été en mesure de soutenir une part accrue de projets dans les pays plus pauvres admis à bénéficier du financement de l'Association internationale de développement (IDA) et dans le secteur des petites et moyennes entreprises durant l'exercice 04. Elle a, de plus, fourni des garanties

pour 16 nouveaux projets dans des pays touchés par des conflits. Consciente de l'importance que revêt l'eau potable, elle a par ailleurs accru sensiblement son engagement dans le sous-secteur de l'eau.

Le programme d'assistance technique de la MIGA a continué de faire l'objet d'une forte demande au cours de cet exercice, les pays se livrant à une vive concurrence pour attirer et retenir des apports d'IED en nombre limité. La moitié des 29 pays ayant reçu une assistance durant l'exercice 04 sont admis à emprunter à l'IDA, et 28 activités ont été menées en Afrique subsaharienne. Afin d'aider les intermédiaires chargés de promouvoir les investissements — surtout dans les zones isolées — à avoir accès aux outils de pointe pour ce qui est d'attirer les investissements étrangers directs, la MIGA a lancé sur le Web le Centre de promotion des IED.

Un autre fait notable de l'exercice 04 a été le changement de direction à la tête de la MIGA. Je tiens à remercier M. Motomichi Ikawa du dévouement avec lequel il s'est acquitté de ses fonctions de vice-président exécutif de l'Agence durant six ans. La MIGA a connu une bonne partie de sa croissance et de son évolution sous sa direction, le nombre de pays membres passant de 145 à 164 et l'engagement brut de 2,9 milliards à 5,2 milliards de dollars. C'est également sous sa houlette qu'ont été menés les efforts ayant abouti au doublement de la base de capital de la MIGA.

Je tiens par ailleurs à souhaiter chaleureusement la bienvenue à M^{me} Yukiko Omura, qui a assumé en mai de cette année la charge de vice-président exécutif de la MIGA. Elle possède, pour ce nouveau poste, un profil unique alliant de nombreuses années d'expérience dans le secteur des banques d'affaires et un engagement dans le domaine du développement, notamment sur le front de la lutte contre le VIH/SIDA au plan mondial. Son impulsion sera déterminante pour ce qui est de repositionner l'Agence en vue de promouvoir plus efficacement les IED, notamment dans les zones difficiles telles que les pays touchés par des conflits, et de mettre pleinement à profit le réseau de partenaires dont dispose la MIGA, tant au sein qu'à l'extérieur du Groupe de la Banque mondiale.

La nomination de M^{me} Omura intervient à un moment où la lutte contre la pauvreté exige des institutions du Groupe de la Banque mondiale qu'elles accroissent leur impact sur le développement. Je n'ai aucun doute que, sous sa direction, la MIGA fera une différence de façon positive dans l'existence des pauvres, par le renforcement et la diversification du flux d'investissements productifs dans les pays en développement.

James D. Wolfensohn
30 juin 2004

Faits marquants des activités du Conseil

Les 164 pays membres de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, par l'entremise d'un Conseil des Gouverneurs et d'un Conseil d'administration, guident ses programmes et activités. Chaque pays nomme un gouverneur et un suppléant. Le statut de société de la MIGA est dévolu au Conseil des Gouverneurs, qui délègue la majeure partie de ses pouvoirs à un conseil de 24 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction du capital social que représente chaque Administrateur. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington, où ils examinent des projets d'investissement, prennent des décisions à cet égard et supervisent les politiques générales de gestion.

Les Administrateurs siègent également au sein d'un ou de plusieurs des cinq comités permanents, ce qui aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision par le biais d'examens approfondis des politiques générales et des procédures. Le Comité d'audit donne des avis au Conseil sur les questions de gestion financière et d'autres questions de gouvernance, afin de faciliter la prise de décisions par le Conseil en matière de politique financière et de questions de contrôle. Le Comité du budget examine les aspects relatifs aux procédures internes, aux directives administratives, aux normes et aux questions budgétaires qui ont une incidence importante sur la rentabilité des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité de l'efficacité du développement (CODE) donne

des avis au Conseil sur l'évaluation des opérations et l'efficacité du développement en vue d'opérer un suivi des progrès sur le plan de la mission de réduction de la pauvreté du Groupe de la Banque mondiale. Le Comité du personnel donne des avis au Conseil sur la rémunération et d'autres questions de personnel importantes. En outre, les Administrateurs siègent au sein du Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs (COGAM).

Au cours de l'exercice 04, le Conseil d'administration de la MIGA a avalisé ou approuvé 39 opérations différentes de garantie d'investissement. Le Conseil a également supervisé et examiné le processus budgétaire et de planification de la MIGA. Il a par ailleurs pris note du rapport instituant le Programme de petits investissements (SIP) de la MIGA et approuvé une dérogation à l'obligation de soumission aux membres du Conseil pour les rapports de garanties émises au titre du SIP avant leur approbation par le Président. Le Conseil a approuvé la contribution de la MIGA à la création d'un mécanisme de garantie conjoint, associant l'IDA, l'Agence française de développement et la MIGA. Ce mécanisme appuie des investissements dans les pays d'Afrique de l'Ouest qui sont membres de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Le Conseil a en outre approuvé une dérogation à l'obligation de soumission aux membres du Conseil pour les rapports de garanties émises par le mécanisme avant leur approbation par le Président. Il a par ailleurs approuvé et soumis au Conseil des Gouverneurs une proposition visant à assurer, au sein des pays membres de la MIGA, la parité du nombre de voix entre les pays de la Catégorie I (pays développés) et ceux de la Catégorie II (pays en développement).

Conseil des Administrateurs de la MIGA, au 30 juin 2004



Debout, de gauche à droite : Per Kurowski, Terry O'Brien*, Otaviano Canuto, Paulo F. Gomes, Nuno Mota Pinto*, Pierre Duquesne, Thorsteinn Ingolfsson, Tanwir Ali Agha, Tom Scholar, Gino Pierre Alzetta*, Eckhard Karl Deutscher, Alexey G. Kvasov, Louis A. Kasekende, Abdulrahman M. Almofadhi*, Rapee Asumpinpong

Assis, de gauche à droite : Guangyao Zhu, Pietro Veglio, Carole Brookins, Mahdy Ismail Aljazzaf, Gobind Nauth Ganga*, Tamara Solyanyk*, Alieto A. Guadagni

Absents : Chander Mohan Vasudev, Masakazu Ichikawa*

* Suppléant

Message du Vice-président exécutif



C'est pour moi un grand honneur d'avoir été nommée en mai dernier au poste de vice-président exécutif de la MIGA et de travailler pour une organisation qui appuie la mission menée par le Groupe de la Banque mondiale pour réduire la pauvreté en servant de catalyseur pour l'investissement étranger direct dans le monde en développement.

Comme le souligne fréquemment le Président Wolfensohn, le défi du développement est, de fait, d'une ampleur immense — mais sans commune mesure avec le prix de l'échec. Quelque 1,2 milliard de personnes ont encore moins de 1 dollar par jour pour vivre ; entre 2 et 2,5 milliards n'ont pas accès à l'*assainissement* ; pour 1,5 milliard, c'est l'accès à l'eau potable qui fait défaut ; et un nombre équivalent n'a pas accès à l'électricité. La réussite passe nécessairement par un engagement concerté et accru des organisations multilatérales et des gouvernements, dans les pays en développement aussi bien que développés.

Pour petite qu'elle soit, la MIGA est une agence investie d'un vaste mandat : promouvoir des investissements étrangers directs (IED) productifs dans les pays en développement. Comme on l'a constaté dans bon nombre de

ces pays, une croissance économique reposant sur l'établissement d'un secteur privé florissant est l'un des principaux moyens pour échapper à la pauvreté. L'investissement étranger direct joue un rôle important pour ce qui est de fournir des capitaux privés, de créer des emplois, d'apporter des compétences techniques et un savoir-faire en matière de gestion, et de relier les pays en développement aux marchés mondiaux.

Ces dernières années, les apports d'IED aux pays en développement ont été en net recul. Du niveau record de 180 milliards de dollars en 1999, ils ont baissé de plus de 25 %, et ce alors que les besoins en investissement des pays en développement — surtout dans l'infrastructure de base — vont croissant. Le problème se pose d'une façon encore plus aiguë que ne le donnent à penser ces statistiques générales, car plus de 60 % des apports d'IED aux pays en développement se concentrent sur cinq pays seulement. Tandis que l'Asie de l'Est, les pays candidats à l'Union Européenne et quelques pays d'Amérique latine s'attiraient la part du lion des investissements, la vaste majorité des pays — notamment en Afrique et dans les zones touchées par des conflits — n'a pas été en mesure d'attirer et de retenir des volumes significatifs d'IED.

Ce difficile contexte opérationnel s'est traduit pour l'Agence par des résultats mitigés durant l'exercice 04. Si le montant total des garanties émises a légèrement diminué, pour tomber à 1,1 milliard de dollars, une plus grande part des projets ainsi soutenus a concerné les pays plus pauvres admis à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA). Incontestablement, l'efficacité de la MIGA en tant qu'organisme de développement tient au fait qu'elle peut jouer un rôle pour soutenir des investissements privés de qualité dans des contextes qui seraient autrement jugés trop risqués par les investisseurs. Dans ce type de situations, la MIGA est en mesure de mieux gérer les risques, en particulier par rapport au secteur de l'assurance privé, et est donc mieux à même d'assurer une couverture là où d'autres ne le peuvent pas. C'est là un rôle particulièrement utile en période de diminution ou de stagnation des flux d'IED.

La MIGA peut également fournir une valeur ajoutée pour les transactions complexes, particulièrement dans l'infrastructure. Nous avons constaté que les projets dans le domaine de l'eau, en particulier, continuent d'être un domaine d'intérêt et de préoccupation pour les investisseurs. La capacité de la MIGA à couvrir les risques souverains au niveau infranational peut atténuer les motifs de préoccupation de nature politique et encourager l'investissement dans ce sous-secteur. Nous avons étendu le champ de notre expérience en assurant trois projets dans

le domaine de l'eau durant l'année écoulée, deux en Chine et un en Russie. Nous voyons également des possibilités de collaborer avec des investisseurs dans le cadre de petits projets d'infrastructure. Concrètement, nous avons travaillé avec la Banque mondiale, l'Agence française de développement et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) à l'établissement d'un mécanisme conjoint de garantie en Afrique de l'Ouest, lequel appuiera des petits projets d'infrastructure dans cette sous-région.

La MIGA a accru son appui au secteur des petites et moyennes entreprises en soutenant 14 nouveaux projets durant l'exercice 04. Bien que ce secteur représente l'essentiel de l'activité du secteur privé dans les économies en développement, les petites entreprises étrangères rencontrent des difficultés particulières pour identifier les risques et opportunités existant au niveau transfrontalier, et pour trouver des instruments de couverture adéquats à cet égard. Les activités de la MIGA pour l'exercice 04 témoignent des efforts constants qu'elle a menés, et qu'elle continuera de mener, pour soutenir ce secteur faiblement desservi.

La MIGA joue par ailleurs un rôle important pour ce qui est d'encourager l'apport d'IED dans les pays touchés par des conflits — c'est là que le besoin pour nos services se fait le plus sentir, car la perception des risques politiques est généralement très aiguë et la capacité d'atténuation de ces risques plutôt limitée. La Bosnie-Herzégovine ainsi que la Serbie-et-Monténégro figurent aujourd'hui parmi nos dix principaux pays bénéficiaires. Au cours de l'exercice 04, la MIGA a appuyé 16 nouveaux projets dans des pays touchés par des conflits.

Pour l'avenir, je suis déterminée à améliorer notre représentation au plan régional, particulièrement en Afrique subsaharienne et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les deux régions à avoir bénéficié du moins grand nombre d'IED et où la performance de l'Agence est restée en deçà des attentes, malgré d'importants efforts de mobilisation.

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en mutation, où les exigences tant des pays d'accueil que du secteur privé évoluent. Si la MIGA doit continuer à jouer un rôle moteur pour la promotion et la mobilisation des investissements étrangers directs, elle doit à la fois s'adapter à ces changements et veiller à ce que les projets qu'elle soutient contribuent au développement durable d'une manière encore plus efficace. Dans cette optique, j'ai entrepris un certain nombre de changements au niveau de l'organisation de la MIGA, de sa structure et de ses priorités,

changements qui lui permettront d'être plus alerte, efficace et novatrice.

La fusion des services d'assistance technique et de garanties de la MIGA en un unique département opérationnel, basé à Washington, permettra une ouverture plus dynamique vers nos clients divers mais interdépendants que sont les pays d'accueil et les investisseurs étrangers. Les deux activités étant désormais regroupées au sein d'une même unité, la MIGA sera mieux à même de servir ses pays membres en leur faisant comprendre mieux que quiconque ce que considèrent les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir, et quels pourraient être ces investisseurs. Dans le même temps, elle sera en mesure de fournir aux investisseurs potentiels l'assurance supplémentaire que ses services travaillent en étroite et constante coordination avec le pays d'accueil concerné afin de garantir que les conditions voulues sont en place non seulement pour attirer, mais aussi pour retenir l'investissement étranger.

De plus, un cadre intégré de gestion des risques viendra étayer les activités de garantie de la MIGA en évaluant toutes les facettes des risques liés aux projets, en gérant activement l'exposition au risque du portefeuille de l'Agence et en intervenant a priori pour résoudre les éventuelles demandes d'indemnisation avant qu'elles ne soient présentées. Nous collaborerons en outre d'une manière encore plus étroite avec nos partenaires de développement, tant au sein du Groupe de la Banque mondiale qu'à l'extérieur.

Le travail d'assistance technique de la MIGA est une précieuse ressource dont peuvent tirer profit les activités de garanties de l'Agence. Cela vaut notamment pour les marchés difficiles ou pionniers, au niveau desquels l'Agence a été particulièrement active. Durant l'exercice 04, la MIGA a entrepris 35 activités d'assistance technique dans des pays admis à emprunter à l'IDA. Elle a par ailleurs lancé le Programme de sensibilisation des investisseurs européens (« European Investor Outreach Program »), basé à Vienne et ayant pour but de faire mieux connaître à ces investisseurs l'Ouest des Balkans, une région dont l'image de marque est entachée par les conflits antérieurs. Les services en ligne de la MIGA viennent à l'appui de ses opérations en mettant les investisseurs en rapport avec les pays hôtes par le biais d'un seul et même point de référence pour les possibilités d'investissement. En outre, avec le lancement du Centre de promotion des IED, portail en ligne qui s'appuie sur le « Investment Promotion Toolkit » bien connu de la MIGA, l'Agence étend son champ d'action en termes de capacités de formation et de partage du savoir.

La meilleure façon de servir nos actionnaires est de prêter une attention encore plus étroite à nos clients et partenaires. Nous devons avoir pour objectifs de tirer parti des atouts uniques de la MIGA pour ouvrir des marchés difficiles ou pionniers ; pour faire en sorte que la MIGA soutienne des projets qui contribuent au développement

durable ; et pour veiller à ce que les produits que nous proposons à nos clients, pays d'accueil et investisseurs, soient adaptés à l'évolution du marché ambiant.

Yukiko Omura
30 juin 2004



Équipe de direction de la MIGA

(De gauche à droite)

Luis Dodero

Conseiller juridique et
Vice-président, Affaires juridiques
et Indemnisations

Frank Lysy

Économiste en chef et Directeur,
Économie et Politique générale

Moina Varkie

Chef, Mobilisation externe et
Partenariats

Yukiko Omura

Vice-président exécutif

Tessie San Martin

Directrice, Opérations

Amédée Prouvost

Directeur financier et Directeur,
Finance et Gestion des risques

Marcus Williams

Assistant spécial du Vice-président
exécutif

FAIRE LA DIFFÉRENCE

Pour la plupart des pays en développement, l'aide publique au développement et les ressources privées locales ne sont pas suffisantes pour stimuler la croissance économique et procurer les opportunités nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie. Moyennant le contexte réglementaire et de politique générale approprié, l'investissement étranger est primordial pour ce qui est de donner accès à ce qui est nécessaire — capital, technologie et pratiques optimales en matière gestionnelle et environnementale — pour stimuler le développement.

La MIGA a pour mission de permettre aux pays en développement de renforcer leur propre économie, de réduire la pauvreté et d'améliorer l'existence de leurs habitants par la promotion des investissements étrangers directs. Elle s'acquitte de cette mission de deux façons : son assurance contre le risque politique fait une différence lorsqu'il s'agit pour un investissement étranger productif d'aller de l'avant ou non ; et ses activités d'assistance technique contribuent à doter les pays des outils nécessaires pour attirer et retenir les investissements étrangers.

Les projets qu'elle soutient couvrent toute une gamme de secteurs qui recèlent de nombreux avantages directs pour les pays hôtes, qu'il s'agisse de la création d'emplois locaux, du transfert de compétences ou de leur incidence générale positive sur l'économie par le biais des recettes fiscales et du produit des exportations.

Une part importante du portefeuille de l'Agence vient appuyer les services financiers et l'infrastructure, éléments fondamentaux à l'appui du développement économique. Dans le secteur de l'infrastructure, la MIGA est de plus en plus souvent sollicitée pour des projets touchant à l'eau, du fait qu'elle est en mesure de fournir des garanties contre les risques souverains au niveau *infranational* — niveau auquel se traitent la très grande majorité des contrats de concession dans ce domaine. Durant l'exercice 04, elle a apporté son concours à deux projets d'alimentation en eau en Chine et un autre en Russie. Ces projets assurent l'approvisionnement en eau potable dans des conditions sûres et fiables (l'un des objectifs de développement pour le Millénaire), ce qui contribue à réduire la mortalité infantile et le risque de maladies. Sans ce service de base, l'activité économique ne peut connaître un plein essor.

Les efforts croissants menés par la MIGA pour intégrer ses activités aux stratégies d'aide-pays (CAS) du Groupe de la Banque mondiale viendront renforcer encore son impact sur le développement. Chaque CAS étant élaborée en consultation avec les responsables gouvernementaux, les organisations de la société civile, les partenaires de développement et autres parties prenantes, la MIGA est mieux à même de faire en sorte que ses activités d'assistance technique et ses projets de garanties s'inscrivent dans la ligne des priorités du pays et à l'appui des initiatives des partenaires. Durant l'exercice 04, elle a travaillé en étroite collaboration avec les équipes-pays du Groupe de la Banque mondiale pour mettre au point des approches novatrices destinées à faciliter l'apport d'IED en Indonésie, au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie.

Les questions de développement examinées dans le présent rapport annuel se concentrent sur deux domaines importants dans lesquels la MIGA s'est employée à promouvoir l'investissement étranger direct. La première a trait à l'appui fourni par l'Agence aux petites et moyennes entreprises. Les petites entreprises constituent l'essentiel du secteur des entreprises privées dans les pays en développement, et un secteur des PME florissant est donc essentiel à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté sur le long terme. La seconde question met en relief les efforts entrepris par la MIGA pour aider les pays à évaluer leur propre compétitivité et à élaborer des stratégies améliorées en vue d'attirer et de retenir des IED appropriés.

Efforts en direction des petites et moyennes entreprises

Dans tout pays, même le plus pauvre, les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent être le déclencheur d'une croissance économique. À vrai dire, elles offrent ce qui est, dans bien des cas, le seul espoir d'une existence meilleure pour des millions d'entrepreneurs et de travailleurs dans les pays en développement. En Afrique, selon l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les PME représentent environ 90 % de l'ensemble des entreprises commerciales privées actuellement en activité. Mais les PME font face à d'énormes obstacles, en particulier dans les pays en développement où le manque d'accès aux sources de fonds, l'insuffisance des ressources internes et des capacités de gestion, ainsi que les barrières d'ordre juridique et réglementaire présentent d'importants problèmes.

L'investissement étranger direct (IED) peut jouer un important rôle dans le développement des PME, soit dans le cadre de structures de coentreprise avec des partenaires locaux ou par la création d'entreprises entièrement sous contrôle étranger. Pour de petites sociétés, il fournit un accès aux sources de financement, aux technologies nouvelles, aux pratiques commerciales modernes et aux débouchés commerciaux. Jusqu'ici, l'appui apporté par la MIGA aux PME — plus de 70 % — a pour l'essentiel pris la forme de garanties aux institutions financières qui accordent des prêts aux PME. Les apports d'IED au secteur financier des pays en développement ont non seulement contribué à améliorer l'accès au capital pour les PME, mais aussi introduit dans les systèmes bancaires de ces pays de nouvelles technologies, de meilleurs services et de nouveaux produits.

La Raiffeisen Bank S.A. Romania (RBRO), dont les activités de crédit s'appuient sur des prêts à long terme accordés par sa société mère, la banque autrichienne Raiffeisen Zentralbank Österreich AG (RZB), a été l'une des entreprises bénéficiaires des efforts consacrés par la MIGA aux PME. Sur une base cumulée, la MIGA a fourni des garanties d'un montant de l'ordre de 80 millions d'euros contre les risques de restrictions sur les transferts de devises et d'expropriation de fonds pour les prêts et remboursements d'intérêts de la RZB à sa filiale roumaine. Une visite sur le terrain et un examen des activités de la RBRO pour l'exercice 04 ont confirmé que cette banque a aujourd'hui un impact positif sur le plan du développement. Ses activités ont contribué à améliorer l'accès du secteur roumain des PME au financement à terme, et son vaste réseau de succursales a mis toute une gamme de produits et services financiers à la disposition de ses clients dans l'ensemble du pays. Elle a par ailleurs introduit de nouveaux produits — tels que le crédit-bail —

ainsi que des méthodes modernes de gestion de trésorerie dans le secteur financier roumain. Les PME représentent actuellement plus de 70 % de l'ensemble du portefeuille de prêts de la RBRO.

L'une des PME clientes de la RBRO est Altipo Construction Ltd. (Altipo), entreprise spécialisée dans l'importation, l'assemblage et l'installation de fenêtres. Altipo est entrée en activité en 1997 avec trois employés. Aujourd'hui, elle emploie quelque 80 personnes et son chiffre d'affaires annuel s'est élevé en 2003 à 1,6 million d'euros. L'entreprise avait besoin d'accéder rapidement à des sources de fonds pour maintenir son rythme de croissance, et elle s'est tournée vers la RBRO pour un emprunt en 2003. Selon son directeur général, Sorin Boureau, Altipo a trouvé en la RBRO un partenaire souple et prêt à proposer « des solutions qui allaient permettre à notre compagnie de se développer ».



Altipo Construction Ltd., Roumanie

Encadré 1

Appui aux PME dans des pays touchés par des conflits

Les investissements dans les PME de pays touchés par des conflits présentent des problèmes bien particuliers, et les résultats obtenus par la MIGA permettent de dire que l'assurance peut jouer un rôle primordial pour ce qui est d'atténuer les craintes des investisseurs face à la menace d'une reprise de la violence, au manque de devises et au risque de voir les lois non appliquées.

À ce jour, la MIGA a encouragé les apports d'IED dans plusieurs pays touchés par des conflits, notamment en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, au Nigéria et en Serbie-et-Monténégro. Durant l'exercice 04, elle a soutenu 16 nouveaux projets dans cette catégorie de pays. L'un d'eux porte sur une garantie de 1,3 million d'euros accordée à l'entreprise néerlandaise International Dialysis Centers B.V. (IDC) pour son investissement dans un nouveau centre de dialyse rénale pour la Republika Srpska, en Bosnie-Herzégovine. C'est la troisième garantie accordée à l'IDC. Les deux autres, d'un montant global de 1,3 million de dollars, avaient été fournies durant l'exercice 01 pour la création et l'exploitation d'un centre de dialyse rénale dans la ville de Banja Luka.

Le nouveau centre fournira des services de dialyse de haute qualité pour une clientèle représentant jusqu'au quart des dialysés vivant en Republika Srpska. Doté d'un matériel médical de pointe, il permettra d'améliorer l'espérance de vie ainsi que la qualité de la vie des patients. L'hôpital qui l'abrite devrait également tirer parti des réaménagements occasionnés par cette nouvelle installation. De plus, le projet prévoit la mise en place d'une unité de traitement de l'eau et des déchets médicaux, et assure déjà une formation approfondie au personnel du centre dans les domaines techniques, médicaux et gestionnels.

L'expérience d'IDC en Bosnie-Herzégovine est remarquable — tant du point de vue de l'impact que ce projet a d'ores et déjà dans un pays ravagé par la guerre et la pauvreté qu'au regard de la possibilité qu'a un petit investisseur de faire toute la différence pour une communauté. La nouvelle clinique a remplacé une installation préexistante qui était dans un état délabré et qui dispensait des services de mauvaise qualité et dangereux pour les patients. Aujourd'hui, la qualité des traitements fournis a changé du tout au tout.

Première entreprise privée à investir dans le secteur des soins de santé dans les Balkans, IDC ouvre la voie à d'autres, mettant au point des formules probantes qui peuvent être reproduites ailleurs. Pour le Dr. Vlastimir Vlatkovic, directeur médical de la clinique, le projet marque un véritable changement : « Pour nous, ici, l'impératif est non seulement de guérir les malades mais aussi de les éduquer et de changer leur façon de penser. C'est quelque chose de très important dans un pays sortant d'un conflit, où tant de gens ont l'impression que personne ne se soucie d'eux. »



Centre de dialyse de Banja Luka,
Bosnie-Herzégovine



Ugacof Ltd., Ouganda

À ce jour, la MIGA a apporté son concours à 117 projets profitant directement à des PME — dont 14 pour le seul exercice 04. L'un d'entre eux concerne l'Ouganda, où le secteur des PME a joué un rôle clé dans le redressement spectaculaire du pays. Durant l'exercice 99, la MIGA a émis deux garanties, représentant une couverture d'un montant global de 6,5 millions de dollars, pour un investissement effectué par Afriproduce Ltd. (société basée au Royaume-Uni) dans Ugacof Ltd., entreprise ougandaise de traitement du café. L'assurance couvre les risques de restriction sur les transferts, d'expropriation, de conflits armés et de troubles civils. Cet appui a été déterminant au moment où l'Ouganda connaissait encore des problèmes économiques. Une visite effectuée dans ce pays au cours de l'exercice 04 a montré l'impact significatif que le projet a eu sur l'économie locale. L'entreprise a introduit des techniques de traitement d'un bon rapport coût-efficacité pour la production de café destiné à l'exportation, et achète l'essentiel de ses grains de café auprès de petits producteurs qu'elle paie au comptant à la livraison. Elle a fait des contributions régulières aux écoles de la région et mis en place une installation destinée à fournir un meilleur accès à l'eau pour la communauté locale. Comptant plus de 200 salariés, cette société a réussi à encourager le transfert de connaissances, la formation et un système d'emploi au mérite. Un nombre significatif de ses postes de direction et d'encadrement sont occupés par des femmes.

Le développement des PME exige davantage qu'un simple investissement sous forme d'IED ou d'appui financier local. L'assistance technique est un impératif absolu, non seulement pour les petites entreprises mais aussi pour les intermédiaires qui leur fournissent un service, ainsi que pour les instances gouvernementales qui ont le pouvoir d'éliminer les barrières d'ordre bureaucratique et d'adopter des textes de loi en vue d'instaurer un climat favorable à ces petites entreprises.

Les activités de renforcement des capacités de la MIGA aident à consolider les fonctions de facilitation, de service

et de plaidoyer des intermédiaires associés aux investissements, ce qui se traduit pour les PME par deux séries de bénéfices : des services mieux adaptés et plus efficaces, et des améliorations au niveau du climat pour les investissements. En outre, les services de diffusion de l'information en ligne de la MIGA, tels que FDI Xchange et IPAnet, fournissent un moyen rentable de répercuter des informations à jour à destination et en provenance des PME.

Développement de l'appui aux petits et moyens investisseurs (PMI)

L'expérience récente montre que les petites sociétés qui envisagent de se développer à l'étranger peuvent contribuer au développement économique d'une région par leur appui aux PME. La réussite économique des provinces du Sud de la Chine a pour beaucoup été le fruit des très efficaces alliances transfrontalières entre PMI et coentreprises associant des compagnies de Chine continentale et des PMI basés à Hong Kong. En Europe, on a vu l'apparition d'un grand nombre de partenariats transfrontaliers concernant des PMI allemands et autrichiens qui emploient comme sous-traitants des PME de pays d'Europe de l'Est, tels que la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. De même, en Afrique, de petites entreprises sud-africaines commencent à donner suite à des opportunités d'investissements intéressantes au niveau des PME de pays voisins. Mais certains éléments laissent penser que beaucoup de PMI ne sont pas en mesure d'investir dans les pays en développement parce qu'ils ne peuvent avoir accès aux types de produits financiers voulus auprès des institutions financières et qu'ils sont insuffisamment servis par les assureurs. Nombreux sont également ceux qui ignorent tout simplement qu'il existe des produits de couverture contre les risques politiques.

C'est pour soutenir ce qui a le potentiel d'être une source croissante d'IED que la MIGA a institué un Programme de petits investissements (SIP) dans le courant de l'exercice 04. Ce programme propose un produit de garantie simplifié, sous forme d'un ensemble standardisé de couvertures des risques et d'un processus plus rapide et plus rationnel d'octroi des garanties. Il répond à une bonne partie des problèmes associés aux processus d'octroi des garanties et demandes d'informations que les PMI ont rencontrés dans le passé en travaillant avec la MIGA. Ce programme pilote sera mis en œuvre en étroite coopération avec des institutions partenaires extérieures, telles que banques commerciales ou organismes de crédit à l'exportation. Il vise à encourager davantage d'investissements Sud-Sud et à accroître les investissements des PMI dans les pays et les régions qui n'ont pas encore bénéficié d'une manière significative des apports d'IED.

Évaluation comparative de la compétitivité des pays

À mesure que les entreprises émergent du climat d'austérité et de réduction des effectifs qui a été la tendance de ces dernières années, les nouveaux investissements dans les pays en développement seront prudents et mûrement pesés. Une entreprise cherchera à minimiser ses risques en réunissant autant d'informations de qualité que possible sur le climat des affaires et les politiques officielles d'un pays, les facteurs propres à tel ou tel de ses secteurs d'activité, ses services de promotion des investissements, son infrastructure et sa main d'œuvre.

Les équipes chargées de sélectionner la destination d'un investissement prennent généralement en compte des centaines de facteurs dans le cadre d'un processus de plus en plus rigoureux de diligence raisonnable destiné à s'assurer de nouveaux emplacements présentant la combinaison optimale : moindres coûts et valeur maximale. Lorsqu'elles évaluent et comparent les diverses options, certains facteurs seront aisément quantifiables, tels que les frais directement imputables au résultat net, qu'il s'agisse des coûts de main-d'œuvre, des impôts ou des frais de construction ou de location. D'autres exigent une appréciation plus qualitative, telle que l'évaluation de l'état des routes et de l'efficacité des services publics.

La concurrence pour les apports d'IED étant plus intense que jamais, les organismes de promotion des investissements dans les pays en développement se doivent d'être au fait de ce que les investisseurs recherchent. Ils doivent s'efforcer encore plus de comprendre ce qui les distingue, ce qu'ils peuvent offrir et ce qui pourrait faire de leur pays l'emplacement de prédilection pour des entreprises qui évaluent toute une série d'options pour leurs investissements.

La MIGA a lancé une série d'analyses régionales destinées à profiter à la fois aux investisseurs et aux pays d'accueil en dressant une analyse comparative des facteurs déterminants qu'évaluent les investisseurs étrangers au moment de considérer divers emplacements pour leurs projets à l'étranger.

Les résultats donnent aux investisseurs un aperçu du climat des affaires qu'ils auraient du mal à trouver ailleurs. Ils les aideront à prendre davantage en connaissance de cause les décisions concernant leurs investissements et la façon de minimiser les éventuels risques correspondants. La MIGA a élaboré une nouvelle méthodologie pour ces études, en y incorporant les facteurs que prennent en compte les sociétés lorsqu'elles mènent leurs propres analyses comparatives de lieux d'implantation. Des critères indicatifs ont été établis, à partir desquels des comparaisons quantitatives peuvent être effectuées sur toute une gamme de facteurs clés, tels que la stabilité politique et sociale, les coûts et la disponibilité de la main-d'œuvre, et le cadre réglementaire. Ces analyses sont destinées à venir s'ajouter au large volume d'études diagnostiques déjà réalisées par le Groupe de la Banque mondiale et à fournir des indications sur les priorités des investisseurs, telles que les améliorations des infrastructures et réformes qui revêtent le plus d'importance.

L'étude de la MIGA permet l'élaboration de programmes de marketing affinés et ciblés qui situent les atouts stratégiques d'un pays du point de vue des investisseurs.

Une entreprise qui est tributaire de son interface avec les clients dans un autre pays, par exemple, attachera beaucoup de prix aux informations concernant l'existence d'un large corps de cadres locaux qualifiés, un approvisionnement fiable en électricité pour les systèmes de téléphones et d'ordinateurs, une main-d'œuvre disponible dotée de solides compétences linguistiques et des transports publics sûrs pour ceux qui travaillent la nuit.

Les études sont également profitables aux responsables gouvernementaux des pays hôtes, en ce sens qu'elles indiquent là où leur pays est à la traîne par rapport à ses concurrents pour les investissements étrangers, et elles les aideront à mettre sur pied des campagnes nationales de marketing mieux ciblées.

La première étude de la série (Benchmarking FDI Competitiveness in Asia) examine le secteur de l'électronique et celui des services partagés au niveau de six pays d'Asie — Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam — et formule des recommandations en vue d'aider ces pays à attirer davantage d'investissements étrangers dans ces secteurs.

Pour cette étude, les chercheurs ont puisé dans des sources de données multiples, y compris les sources d'informations du domaine public sur les coûts de la main-d'œuvre et de l'immobilier, les services publics, l'accès au marché, les impôts, les infrastructures de transport de passagers et de marchandises, ainsi que le cadre des affaires et les conditions d'existence. Ils ont également interrogé 64 entreprises actives dans les pays concernés, et demandé aux personnes interrogées d'affecter une note aux diverses composantes de ces facteurs en partant de leur propre expérience.

L'étude fait apparaître un environnement compétitif dans lequel les six pays peuvent présenter de façon différenciée leurs propres emplacements comme constituant des « produits » représentatifs pour les investisseurs potentiels. Il n'y a pas eu de pays à ressortir clairement du lot pour l'ensemble des facteurs et les deux secteurs considérés, mais aucun pays n'est apparu non plus comme n'étant pas en mesure de soutenir la concurrence pour des apports d'IED. L'étude donne toutefois à penser que les différents pays ont amplement la possibilité de mettre l'accent sur leurs atouts comparatifs dans les deux secteurs et de développer des marchés à créneaux. Les atouts couramment identifiés étaient une vaste réserve de main-d'œuvre qualifiée ou non qualifiée, des coûts de main-d'œuvre relativement faibles, et la maîtrise de l'anglais — autant de fac-

teurs de poids pour les activités de « post-marché ». Au rang des faiblesses figuraient les problèmes liés aux infrastructures de transport et d'électricité, à la transparence de l'État et aux procédures administratives, au manque de compétences linguistiques ou techniques, et à des réseaux de fournisseurs insuffisamment développés.

La Chine, par exemple, peut se targuer d'avoir l'assise la mieux développée en termes d'offre parmi les pays étudiés, présentant une main-d'œuvre bon marché et de faibles coûts en matière de construction et d'immobilier. Il existe toutefois des problèmes, tels que la lourdeur des réglementations du travail qui imposent des coûts élevés aux employeurs, et d'apparentes différences en matière de culture d'entreprise. Pour ce qui est du Vietnam, sa main-

d'œuvre assez bien éduquée et son offre abondante de travailleurs non qualifiés et bon marché ont contribué à attirer une base de grands fabricants japonais et coréens de matériel électronique. Cela dit, l'étude a identifié comme problèmes une infrastructure insuffisamment développée, une pénurie d'employés de niveau cadre, et une base inadéquate d'industries d'appui.

Cette première étude a été financée dans le cadre de

l'Initiative Miyazawa, programme spécial qui s'inscrit dans le programme d'aide extérieure du Japon et qui vise à promouvoir le redressement économique des pays les plus touchés par la crise financière ayant frappé l'Asie à la fin des années 90. Elle sert de phase pilote pour un plus vaste programme d'étalonnage comparatif de la compétitivité qui comprendra des analyses des secteurs industriels des pays d'Afrique, d'Europe du Sud-Est et du Moyen-Orient. Il existe déjà une forte demande pour ces études. C'est ainsi qu'à la demande des responsables de la province de Sichuan, en Chine, la MIGA réalisera une étude comparative de 12 municipalités en se servant de cette méthodologie. Elle travaillera pour cela en étroite collaboration avec la Société financière internationale (SFI) et son Service de promotion et de développement des investissements en Chine, qui renforce les capacités des petites entreprises locales par un effort d'assistance technique et de formation.

L'évaluation comparative rend compte des aspects dynamiques du climat concurrentiel, et va au fond du processus complexe de décision suivi par les investisseurs pour déterminer leur lieu d'implantation



Coûts et conditions de l'investissement étranger direct pour les secteurs de l'électronique et des services partagés dans six pays

Cette étude sur les coûts et conditions de l'investissement étranger direct en Chine, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam a été financée dans le cadre de l'Initiative Miyazawa, programme spécial qui s'inscrit dans le programme d'aide extérieure du Japon et qui vise à promouvoir le redressement économique des pays les plus touchés par la crise financière ayant frappé l'Asie en 1997. Les efforts menés par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) dans le cadre de cette initiative ont également soutenu le renforcement des capacités au niveau des intermédiaires nationaux de promotion des investissements en Corée, en Thaïlande et aux Philippines, et ont favorisé une prise de conscience de l'importance que revêt l'assurance contre les risques non commerciaux pour ce qui est d'encourager l'apport d'investissements étrangers directs.

Un exemplaire de cette publication est disponible sur le site www.ipanet.net/snapshotasia.

Méthodologie de l'évaluation comparative

Le processus d'évaluation comparative de la MIGA comprend trois phases : étude sur documents, entretiens sur le terrain, et interprétation des résultats.

